

Vers l'égalité des sexes : Progrès et défis

Shireen Lateef

Conseillère senior (genre), Banque asiatique de développement

L'année prochaine, 2015, marquera le vingtième anniversaire de la quatrième conférence mondiale des Nations unies sur les femmes qui a vu l'adoption à l'unanimité de la déclaration et du programme d'action de Beijing (DPAB) pour la promotion et l'autonomisation des femmes. Parallèlement, 2015 sera aussi l'année cible pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) adoptés au niveau international. Le troisième OMD, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, fixe explicitement un objectif d'égalité entre les hommes et les femmes. Quels progrès avons-nous accomplis pour réaliser les promesses du DPAB et des OMD sur l'amélioration de la vie des femmes et des filles ?

La région Asie-Pacifique a effectué des avancées spectaculaires au cours des deux dernières décennies. Aujourd'hui, il y a plus de filles dans les écoles, moins de femmes qui meurent durant l'accouchement, plus de femmes salariées en dehors du secteur agricole, et plus de femmes dans les parlements et les organes de décision nationaux. Cette région est sans aucun doute devenue plus favorable aux femmes et aux filles.

Un long chemin reste à parcourir

À l'approche de 2015, la région peut se targuer d'avoir fait progresser l'égalité des sexes. Mais si des progrès ont été accomplis, beaucoup reste à faire. Il y a encore trop de femmes qui meurent en accouchant ; trop de femmes et de filles qui souffrent de malnutrition ; trop de femmes sans emplois et sans revenus ; trop de filles qui n'achèvent pas leurs études secondaires ; et trop de femmes victimes de violences sexospécifiques. La région Asie-Pacifique affiche certains des pires indicateurs liés au genre dans le monde, notamment avec les « filles disparues », les crimes d'honneur, les meurtres liés à la dot, les mariages précoces ou d'enfants, les violences sexospécifiques, et la traite des femmes ou des filles. Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour réaliser l'égalité des sexes.

L'aide au développement de la JICA a sans nul doute été déterminante pour parvenir à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes dans la région. La JICA a contribué à la réduction des inégalités entre les sexes dans l'éducation ; construit des hôpitaux et formé des professionnels de santé pour fournir des services de santé vitaux aux femmes et aux enfants ; soutenu les activités génératrices de revenus ; mis en place l'approvisionnement en eau dans les zones rurales pour réduire la pauvreté des femmes en termes de temps disponible et améliorer la santé ; et, à travers des programmes humanitaires et de secours en cas de catastrophe, minimisé l'impact des chocs et des catastrophes pour les femmes et leur famille.

Il est encourageant de constater que la JICA s'attaque également à quelques-

uns des problèmes régionaux les plus épineux et les plus sensibles, comme le trafic des femmes et des filles. Avec l'intensification de la mondialisation, l'amélioration de la connectivité physique et l'accroissement des mouvements de population transfrontaliers, le trafic de personnes représente une menace de plus en plus présente. La JICA renforce la collaboration entre les pays du Mékong pour adopter une approche coordonnée et unifiée face à ce risque.

Le potentiel pour une approche sexospécifique renforcée

La plus grande partie de l'effort de la JICA en faveur de l'égalité des sexes passe par l'aide bilatérale sous forme de dons. En revanche, les prêts de la JICA sont plutôt axés sur le développement des infrastructures. À l'avenir, la JICA aurait intérêt à

forger une synergie plus étroite entre les programmes de prêts et de dons. L'Agence pourrait notamment mettre l'accent sur l'adaptation des infrastructures aux femmes et aux filles dans ses programmes de prêts. Les routes rurales, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, les transports publics urbains, l'électrification rurale et les programmes d'urbanisation peuvent contribuer de manière substantielle à un meilleur accès, plus rapide et plus simple, des femmes et des filles aux écoles, aux hôpitaux et aux marchés ; à réduire la pauvreté des femmes en termes de temps disponible ; à améliorer l'accès à l'emploi et aux opportunités génératrices de revenus ; et à assurer la mobilité physique des femmes ainsi que la sûreté et la sécurité des systèmes de transport. En effet, les infrastructures ne sont pas neutres en matière d'égalité entre les hommes et les femmes.

Il y a près de 18 mois, l'équipe de la JICA chargée des questions liées à l'égalité des sexes m'a invitée à Tokyo pour effectuer une présentation sur la conception de projets d'infrastructure plus inclusifs de la dimension de genre. J'ai été agréablement surprise par le grand nombre de membres de la JICA présents (principalement des ingénieurs et des hommes).

Certains ont été surpris d'apprendre que les prêts pour les infrastructures de la Banque asiatique de développement intégraient des critères liés au genre. La JICA doit relever le défi d'une conception et d'une mise en œuvre plus inclusives de la dimension de genre pour les projets d'infrastructure de son portefeuille de prêts. Elle peut notamment s'appuyer sur les expériences et les enseignements de la BAsD ; un renforcement conjoint des capacités sur les questions de genre peut être envisagé pour le personnel concerné. Si les projets bénéficiaient directement aux femmes restent indispensables pour réduire les inégalités entre les sexes, une approche double, associant des projets ciblés et l'intégration de la perspective de genre dans tous les projets et programmes, est nécessaire pour intensifier et accélérer les progrès en matière d'égalité entre les hommes et les femmes.

